

COMPRENDRE

LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE



OXFAM

Magasins du monde

QUELLE EST LA PREMIÈRE CAUSE DE LA FAIM DANS LE MONDE ?

LA GUERRE ? LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ?
LE MANQUE DE NOURRITURE ?

**NON.
LA PREMIÈRE CAUSE DE LA FAIM DANS
LE MONDE, CE SONT LES TROP FAIBLES
REVENUS DES AGRICULTEURS.**

Ils sont pauvres parce qu'ils ne sont ni aidés ni protégés. Par conséquent, ils n'ont pas la capacité de produire suffisamment ni les moyens de vivre du produit de leurs ventes. De plus, ils doivent faire face à la concurrence de produits importés à bas prix. Une situation qui pousse de plus en plus de paysans dans la misère et le désespoir!

Une société qui affame ceux qui produisent sa nourriture court à sa perte. Il est grand temps de changer de système !

La Souveraineté Alimentaire est un principe développé par le mouvement paysan international *Via Campesina*. Il a été présenté pour la première fois en 1996, à l'occasion du premier Sommet Mondial de l'Alimentation. Il invite à questionner la logique économique néolibérale du système alimentaire mondial.

La première vertu du principe de Souveraineté Alimentaire est de parvenir à mettre le doigt sur le profond manque de démocratie dans les politiques agricoles et alimentaires au niveau mondial.

C'EST QUOI, LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE ?

« Le droit des peuples et des États à déterminer eux-mêmes leurs politiques alimentaires et agricoles, sans porter atteinte à autrui.

Ce droit inclut : le droit à une alimentation de qualité, culturellement appropriée ; le droit à des revenus décents où les prix agricoles couvrent les coûts de production et permettent de vivre dignement d'une activité agricole ; le droit à l'accès et à une répartition équitable des moyens de production ; le droit de protéger et de réglementer la production et le commerce agricole afin qu'ils répondent aux attentes de la société et qu'ils respectent l'environnement ».



L'AGRICULTURE AU CŒUR DES ENJEUX DE SOCIÉTÉ

Au niveau mondial, deux grandes catégories d'agricultures s'affrontent sur le ring impitoyable du marché international. D'un côté, il y a les agricultures paysannes: ce sont de petits paysans qui perpétuent un savoir-faire ancestral. C'est la forme d'agriculture la plus ancienne et la plus répandue à travers le monde. De l'autre côté, on trouve l'agriculture industrielle. Beaucoup plus récente, cette forme d'agriculture ne concerne qu'une minorité d'acteurs, bien souvent plus favorisés économiquement.

LEQUEL DE CES MODÈLES EST LE PLUS FORT ?

Dans le contexte actuel, ces deux formes d'agricultures sont brutalement mises en concurrence et ne sont évaluées qu'en fonction d'un seul et unique critère: celui de la rentabilité économique à court terme. À ce jeu-là, l'agriculture paysanne ne fait pas le poids face au rouleau compresseur de l'agriculture industrielle. En matière de production massive à bas prix, l'agriculture industrielle ne souffre en effet d'aucune concurrence !

LES IMPASSES DU MODÈLE ÉCONOMIQUE NÉOLIBÉRAL

Il y a un gros *bug* dans cette approche purement économique de l'agriculture : elle ne tient pas compte des conséquences négatives sur le plan économique, social et

environnemental. En réalité, c'est toute la planète, au Nord comme au Sud, qui subit les conséquences de ce modèle agricole destructeur : faim, pauvreté, chômage, problèmes sanitaires, changements climatiques, crise énergétique, perte de la biodiversité, épuisement des ressources naturelles, destruction de l'environnement, injustices sociales, déséquilibre économique local et global. Si nous ne réagissons pas maintenant, nous allons au devant de problèmes qui risquent rapidement de devenir insurmontables.

Affectés directement par le développement du modèle agro-industriel, les paysans sont bien évidemment concernés par la question. Mais nous sommes tous concernés, en tant que consommateurs et citoyens ! Ne passons pas à côté de ce défi essentiel pour notre avenir commun.

TENDANCE PAYSANNE

ENRACINEMENT DANS LE CONTEXTE SOCIAL, ÉCOLOGIQUE, CULTUREL ET ÉCONOMIQUE SPÉCIFIQUE LOCAL

Vocation à satisfaire les besoins locaux

Logique de biens communs

Pratiques reposant sur les savoirs indigènes

MAIN D'ŒUVRE ABONDANTE

PROCESSUS EN VASE-CLOS. Utilisation de ressources naturelles locales

FAIBLE CAPITALISATION ET MÉCANISATION

DIVERSITÉ DES CULTURES ET SYSTÈMES AGRAIRES

COMMERCIALISATION SECONDAIRE

CAPITALISATION ET COMMERCIALISATION PRIORITAIRE

RÉDUCTION DES BIENS AGRICOLES À LEURS SEULES VALEURS MARCHANDES

TENDANCE INDUSTRIELLE

Vocation à optimiser la rentabilité économique

EXTERNALISATION DU PROCESSUS DE PRODUCTION

MAIN D'ŒUVRE RÉDUITE AU MINIMUM

uniformité des systèmes agraires et monocultures

Pratiques reposant sur des savoirs étrangers à la communauté

RECOURS MASSIF AUX INTRANTS EXTERNES

FORTE MÉCANISATION

CAPITALISATION ET COMMERCIALISATION PRIORITAIRE



JE MANGE, TU PRODUIS, ILS DÉCIDENT ?

Que ce soit le modèle de l'agriculture industrielle qui prédomine aujourd'hui n'est en rien le fruit du hasard ni de la fatalité. Il est le résultat d'un rapport de force entre différents acteurs de notre système alimentaire.

Au sein même de la chaîne alimentaire, certains acteurs économiques, comme les multinationales agroalimentaires et la grande distribution, ont atteint des niveaux de concentration extrêmes. Leur puissance impose aux agriculteurs de produire dans une logique de plus en plus industrielle et concurrentielle. Vis-à-vis de ces géants de l'agro-industrie, leurs marges de manœuvre sont très limitées, et leurs revenus dérisoires. Les agriculteurs sont également confrontés à toute une série d'exigences de standardisation et de calibrage de la production pour répondre aux attentes de ces acteurs.

UN SYSTÈME INDUSTRIEL QUI S'EMBALLÉ

L'agro-industrie cherche avant tout à maximiser ses profits : abattoirs industriels, méga-usines de transformation, centrales d'achats uniques entre distributeurs, etc. Eux-mêmes fortement industrialisés, ces intermédiaires exigent des agriculteurs de gros volumes de produits standardisés, à très bas prix, aptes à la conservation et la transformation.

D'autres acteurs ont une influence croissante sur le fonctionnement des marchés agricoles et alimentaires : ce sont les actionnaires des entreprises multinationales agroalimentaires qui exigent de très hauts rendements à court terme, ainsi que les opérateurs financiers qui interviennent sur les marchés des matières premières dans une perspective de profit maximal.

Résultat de cette vision néolibérale : une poignée d'acteurs économiques, concentrés et dominants, tire profit d'une production agricole à bas prix. Face à eux, les intérêts légitimes des 7 milliards de consommateurs, dont près de 2 milliards de personnes vivant de l'agriculture, ne pèsent pas bien lourd. Nous avons donc largement perdu le contrôle démocratique de notre alimentation !



Du producteur au consommateur, c'est toute la chaîne de notre alimentation qui s'est industrialisée. Visionnez ces images qui dévoilent ce qui se cache derrière les poulets industriels. <http://oxf.am/3yE>

PRODUCTION

Dans le monde, il existe quelque **450 MILLIONS DE FERMES, DONT 85% SONT DES PETITES EXPLOITATIONS; SOIT 1 MILLIARD D'AGRICULTEURS** et 450 millions d'ouvriers agricoles.



ENGRAIS

Part de marché des 10 plus grandes entreprises

55%

Chiffre d'affaires du secteur : **90,2 milliards de dollars**



Quatre multinationales contrôlent la production mondiale de poulets

ELEVAGE

Part de marché des 4 plus grandes entreprises

FOURRAGE ANIMAL

Part de marché des 4 plus grandes entreprises

15,5%



SEMENCES

Part de marché des 10 plus grandes entreprises

74%

Chiffre d'affaires du secteur : **27,4 milliards de dollars**

99%



PESTICIDES

Part de marché des 4 plus grandes entreprises

90%

les leaders mondiaux contrôlent aussi le marché des semences

NÉGOCE

Part de marché des 4 plus grandes entreprises



Des céréales et du soja

75%



TRANSFORMATION

Part de marché des 10 plus grandes entreprises

28%

Chiffre d'affaires du secteur : **1377 milliards de dollars**



COMMERCE DE DÉTAIL

Chiffre d'affaires du secteur : **7180 milliards de dollars**

Part de marché des 10 plus grandes entreprises

10,5%

Malgré des parts de marché restreintes, les plus grandes chaînes de supermarchés sont plus puissantes que de nombreux États.

PRÈS DE 7 MILLIARDS DE CONSOMMATEURS



RECONSTRUIRE NOTRE SYSTÈME ALIMENTAIRE

Une révolution écologique du système agricole et alimentaire mondial est plus que jamais nécessaire pour faire face aux défis de ce XXI^{ème} siècle. Cela passe inévitablement par le maintien et le renforcement des agricultures paysannes actuelles pour les rendre toujours plus durables.

LES RAISONS DE PARIER SUR CES FORMES D'AGRICULTURES SONT MULTIPLES ET COMPLÉMENTAIRES :

- ↻ C'est principalement l'agriculture paysanne qui nourrit le monde : 70 % de la nourriture produite en provient.
- ↻ Les potentiels d'amélioration de la productivité des terres paysannes est énorme alors que ceux des terres industrielles décroissent avec le temps.
- ↻ L'agriculture paysanne est une source d'emplois bien plus importante que ne le sont les secteurs secondaires et tertiaires, et permet de lutter durablement contre l'extrême pauvreté.
- ↻ Les agricultures paysannes reposent sur des savoirs et des savoir-faire millénaires qui permettent de travailler en plus grande harmonie avec les écosystèmes de manière à ce qu'ils puissent durer.
- ↻ Les systèmes agricoles paysans ont un potentiel très élevé d'adaptation aux perturbations du climat déjà en cours.

- ↻ Les savoirs paysans ne sont pas privatisés comme les savoirs industriels. Leur libre diffusion et partage permet de généraliser beaucoup plus facilement les pratiques agro-écologiques pertinentes.
- ↻ Les systèmes agricoles paysans émettent peu ou pas de gaz à effets de serre. Pourtant, ce sont les travailleurs de ce modèle paysan qui subissent le plus les effets du changement climatique.



La logique néolibérale qui donne un rôle central aux marchés et à la libéralisation du commerce, pèse sur nos imaginaires et tend à nous faire croire que l'agriculture paysanne est inadaptée au contexte actuel. Or, même s'ils sont clairement perfectibles, les systèmes agricoles paysans offrent dès à présent des réponses face aux défis présents et futurs. Moderniser l'agriculture, c'est reconsidérer les principes qui caractérisent l'agriculture paysanne, et redonner des marges de manœuvre au monde paysan pour pouvoir vivre décemment !



© Photo : Christian Dupraz

MOISSON DE BLÉ ENTRE DES PEUPLIERS ADULTES. L'association de ces deux cultures est particulièrement efficace pour améliorer durablement la fertilité des sols et maintenir des niveaux de production largement satisfaisants sans recourir aux intrants chimiques. Cette technique de l'agroforesterie est issue du savoir-faire paysan.



IL Y A BIO ET BIO... Derrière l'étiquette « bio », on trouve aussi du bio industriel qui cache des gigantesques fermes, une main-d'œuvre sous-payée et sans droits, des aliments importés de l'autre bout du monde. Les produits chimiques en moins, le label bio en plus. Des dérives de « l'industrie du bio » dénoncées par le journaliste Philippe Baqué dans son ouvrage « Le Bio entre business et projet de société » (éd. Contre-Feux / Agone).



NORD ET SUD, ON EST TOUS DANS LA MÊME GALÈRE !

La mondialisation des échanges agricoles et l'industrialisation croissante de l'agriculture ont considérablement augmenté les interdépendances entre le Nord et le Sud. Au nom de la compétitivité, on produit davantage pour répondre à la demande du plus offrant et optimiser le profit. À ce jeu-là, c'est le plus fort qui gagne, et donc la majorité d'entre nous qui perd !

DES GIGA-FERMES DE PLUS EN PLUS SPÉCIALISÉES

Partout dans le monde, cette logique pousse les exploitations agricoles à se spécialiser et à s'endetter pour s'agrandir sans cesse. Cette course au profit se fait au détriment de l'agriculture paysanne qui ne peut véritablement tirer parti du marché international. Elle se voit même privée d'accès aux marchés locaux à cause des prix trop bas proposés pour ses produits ! Par ailleurs, la mondialisation pousse chaque pays ou région à concentrer sa production et à se spécialiser dans des filières plus rentables. Du coup, ces pays perdent leur autonomie alimentaire et le contrôle de leurs pratiques agricoles ! Ce système perturbe complètement les réalités alimentaires et agricoles des régions du monde les plus vulnérables.

UNE AUTRE VISION DU RÔLE DE L'AGRICULTURE

En rappelant que la vocation première de l'agriculture est de nourrir les populations locales et de garantir une alimentation saine

et de qualité, le principe de Souveraineté Alimentaire rompt avec la logique néolibérale. Au lieu de satisfaire avant tout les marchés, l'agriculture doit bénéficier à l'ensemble de la société, tant sur le plan économique qu'environnemental et social. L'idée de base est de relocaliser et de protéger notre agriculture en développant des modèles alternatifs de distribution et de consommation autonomes.

NE PAS PRODUIRE TROP

La Souveraineté Alimentaire ne s'oppose pas à tout type d'échanges internationaux. Oui, on doit pouvoir continuer à manger du riz et à boire du café en Europe ! Si ces échanges renforcent la coopération et la solidarité, comme dans le cas du commerce équitable, tout le monde y gagne. Mais il faut éviter toute surproduction. Concrètement, cela veut dire qu'il est nécessaire d'avoir une certaine maîtrise des productions agricoles afin de ne pas déstabiliser des marchés agricoles paysans d'autres régions du monde.

DU MAÏS DANS LE RÉSERVOIR ?

Les agrocarburants, ça peut remplir les portefeuilles de quelques multinationales de l'agroalimentaire, mais pas les ventres des paysans ! De plus en plus de terres des pays en voie de développement, essentielles pour nourrir les populations locales, sont confisquées au profit des pays riches, soucieux de diversifier et de « verdir » leur approvisionnement énergétique.

Pas très équitable tout ça !



« Le prix mondial, c'est le prix de la brocante, c'est le prix d'un marché d'excédents, où l'on écrase les populations des pays plus pauvres. On ne sera jamais compétitif avec des pays qui n'ont pas les mêmes contraintes environnementales, fiscales et sociales. Un pays développé, c'est un pays qui respecte ses agriculteurs, et qui a une agriculture qui nourrit toute sa population. »

Eric Wyngaert,
agriculteur belge, producteur de lait.




« J'ai renoncé à ma ferme familiale pour produire de manière intensive du maïs et du soja, à destination du bétail européen. Jusqu'il y a trois ans, nous avions un bon rendement. Les bénéfices étaient plus élevés. Puis, les coûts de production ont monté, et le cours du soja a chuté. Nous avons eu deux années de sécheresse, et les prix n'ont pas cessé de baisser. »

Adamir Batistella,
cultivateur de soja brésilien.



POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE AU SERVICE DES PAYSANS

L'industrialisation de l'agriculture européenne a été largement promue par l'une des rares politiques publiques européennes : la Politique Agricole Commune (PAC). En 50 ans, cette orientation politique a considérablement accru les capacités de production européennes qui ont augmenté bien plus vite que la consommation intérieure. Résultat ? Les prix agricoles ont, eux, fortement baissé, ce qui a considérablement réduit les marges bénéficiaires des producteurs.

 fin d'écouler les excédents croissants des exploitations agricoles, l'Union Européenne réduit artificiellement leurs prix à grands coups de subsides. Elle pratique par ailleurs le dumping en vendant ces excédents sur les marchés internationaux. Les prix des produits agricoles sont donc

tirés vers le bas, ce qui n'a fait qu'empirer la situation pour des millions de producteurs d'Europe et du Sud. Ceux-ci sont de moins en moins capables de valoriser leur production à un prix décent. Il n'est d'ailleurs pas rare de voir des producteurs obligés de vendre leurs produits à perte !



UN MÉTIER EN DANGER

Les agriculteurs européens sont une espèce en voie de disparition. De 2000 à 2009, l'Union européenne des 27 a perdu 25% de ses actifs agricoles - soit 3.6 millions d'emplois perdus, surtout dans les nouveaux États membres (Roumanie, Pologne, Bulgarie). Mais les superficies agricoles n'ont, quant à elles, pas suivi la même tendance - elles diminuent de seulement 1,6% entre 2003 et 2010. En d'autres termes, il y a quasi toujours autant de surfaces cultivables, mais de moins en moins de cultivateurs...



DES SUBSIDES POUR LES PLUS GROS...

Les aides directes européennes représentent entre **40 et 80%** des revenus agricoles. Mais ces subventions sont très mal réparties : en effet, près de **80% de ces subsides ne bénéficient au final qu'aux 20% d'exploitations les plus importantes** ! Encore une manière de soutenir une agriculture à haut rendement et plutôt axée sur la monoculture.

Aujourd'hui, l'Europe persiste dans cette voie en pariant sur la compétitivité de son agriculture. Elle ferme obstinément les yeux sur les conséquences négatives de l'agriculture industrielle et sur la réalité de la majorité des producteurs européens. Car, malgré les gains de productivité énormes réalisés en cinquante ans, la grande majorité des producteurs européens ne tirent pas véritablement parti de la PAC. Leur revenu pour une grande partie d'entre eux, provient davantage de subventions publiques que de la vente de leurs produits, du fait des prix agricoles trop bas.

Actuellement, la PAC profite essentiellement aux multinationales des semences, de l'agroalimentaire et de la grande distribution qui se sont développées en Europe. Elles sont très agressives sur la scène mon-

diale et contribuent largement à l'accroissement de la paupérisation des milieux agricoles partout dans le monde.

POUR UNE POLITIQUE AGRICOLE DURABLE, AU SERVICE DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Le maintien des budgets européens pour l'agriculture est néanmoins essentiel. L'Europe doit en effet pouvoir se doter de moyens pour mener de réelles politiques en faveur de la Souveraineté Alimentaire. Celles-ci doivent permettre de protéger et développer une agriculture paysanne durable, avec comme ambition de réorganiser notre système alimentaire en fonction des véritables préoccupations des citoyens et des consommateurs européens.



LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE EN EUROPE

En 2011, différents mouvements sociaux ont pris l'initiative d'organiser à Krems, en Autriche, une rencontre européenne de tous les acteurs européens qui travaillent à la réalisation concrète de la Souveraineté Alimentaire.

Acette occasion, les participants ont pu réaffirmer le principe de la Souveraineté Alimentaire et réfléchir ensemble aux actions communes à entreprendre partout en Europe, ainsi qu'aux politiques agricoles et alimentaires qu'ils souhaiteraient défendre dans leurs propres régions et pays. A l'issue de cette première rencontre, ils ont fait une déclaration commune qui constitue un repère utile pour guider l'action des uns et des autres.



REVENDIQUER LE DROIT AUX BIENS COMMUNS

La marchandisation ou le brevetage des biens communs, tels que les semences ou l'eau, privent la société des ressources essentielles pour le maintien d'une agriculture paysanne vivante. Nos biens communs devraient être gérés de manière responsable grâce à un contrôle collectif et démocratique de l'ensemble de la société.



CHANGER LA MANIÈRE DONT LA NOURRITURE EST PRODUITE ET CONSOMMÉE

Afin d'assurer une alimentation saine et sûre pour tous les peuples d'Europe, tout en préservant la biodiversité, les ressources naturelles et le bien-être animal, la mise en place de modèles de production écologiques employant une multitude de paysans est nécessaire. Il s'agit de relocaliser les mécanismes de la production alimentaire.

Cela implique également un changement de mentalité des consommateurs, pour qu'ils choisissent de préférence des produits locaux de haute qualité et de saison au lieu des produits fortement transformés. Et, petit à petit, qu'ils consomment moins de viande et de produits animaux.



CHANGER LA MANIÈRE DONT LA NOURRITURE EST TRANSFORMÉE ET DISTRIBUÉE

L'industrie alimentaire et la grande distribution ont atteint des niveaux de concentration extrêmes, qui leur confèrent un pouvoir énorme. Ce système est malsain car non démocratique et non respectueux des intérêts des producteurs et des consommateurs.

Pour démocratiser notre alimentation, il faut encourager les citoyens à s'impliquer dans la construction de chaînes alimentaires alternatives et promouvoir autant que possible des filières courtes où les paysans produisent et transforment eux-mêmes les aliments pour leurs communautés. Un tel système, basé sur la solidarité et la fixation d'un prix juste, doit permettre de rendre la nourriture accessible à chacun.



VALORISER ET AMÉLIORER LE TRAVAIL ET LES CONDITIONS SOCIALES DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET AGRICOLES

On ne peut fermer les yeux sur les conséquences humaines dramatiques du système productiviste agro-industriel : dépressions et suicides des agriculteurs, recours à des travailleurs saisonniers ou migrants traités comme des esclaves, sans compter les conditions de travail désastreuses dans les secteurs de la transformation et de la distribution. La société doit accorder plus de valeur au rôle de ces acteurs et veiller au respect de leurs droits fondamentaux.



CHANGER LES POLITIQUES PUBLIQUES QUI GOUVERNENT NOS SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET AGRICOLES

Nous avons besoin de cadres légaux qui garantissent des prix stables et équitables pour les producteurs et qui favorisent le développement d'une agriculture paysanne en Europe et dans les pays du Sud.



OXFAM S'ENGAGE EN FAVEUR DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Oxfam agit depuis longtemps en faveur de la Souveraineté Alimentaire dans le Sud. D'une part, en collaboration avec des acteurs de terrain, notre organisation défend les intérêts du monde paysan par un plaidoyer politique fort au niveau belge et international. D'autre part, par son activité de commerce équitable, Oxfam développe une alternative économique qui renforce l'autonomie et l'indépendance des paysans.

Face à des enjeux globaux qui n'ont plus de frontières et face à l'interdépendance entre les réalités du Nord et du Sud, il est devenu tout aussi important de militer ici pour le changement. C'est la raison pour laquelle Oxfam agit aux côtés d'autres organisations paysannes, sociales et environnementales pour défendre la Souveraineté Alimentaire en Europe et en Belgique en assumant des prises de position politiques fortes.

Ainsi, Oxfam a soutenu publiquement les revendications légitimes des producteurs laitiers belges engagés dans la grève du lait en 2010. D'autres actions en faveur de la Souveraineté Alimentaire en Europe ont eu lieu depuis : interventions publiques à des débats et actions de sensibilisation, participation à la marche européenne pour la Souveraineté Alimentaire, soutien d'activistes anti-OGM, etc.



Le commissaire européen Dacian Cioloș interpellé par les participants à la marche européenne pour la souveraineté alimentaire - septembre 2012



OXFAM-MAGASINS DU MONDE,

c'est aussi et surtout 4500 bénévoles, présents dans plus de 70 magasins, dans 120 écoles, qui s'inscrivent comme citoyens dans le mouvement belge pour la Souveraineté Alimentaire en portant une multitude de projets locaux : achats de produits paysans aux petits déjeuners Oxfam, ouverture

de dépôts de produits frais et paniers paysans, participation à des groupements d'achats locaux, activités de sensibilisation en magasin, dans les écoles et même dans les prisons, projet d'épicerie locale, activité de cuisine à partir de produits paysans du Nord et du Sud, etc.



Les militants d'Oxfam participent régulièrement à des actions en faveur de l'agriculture paysanne.

Oxfam-Magasins du monde a récemment intégré une nouvelle gamme de produits issus de l'agriculture paysanne locale. Comme pour les produits équitables du Sud, Oxfam garantit un prix juste aux producteurs. Le lait et la bière vendus dans nos magasins proviennent de coopératives belges respectant les critères de l'agriculture paysanne.



AGIR ICI POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

A l'échelle individuelle, cela commence bien souvent par une modification profonde de son mode de vie et d'alimentation et par le soutien direct ou indirect au travail politique mené par différentes plateformes, associations ou collectifs citoyens qui militent pour la Souveraineté Alimentaire.

Mais la transformation de notre système alimentaire dans le sens de la Souveraineté Alimentaire engage les citoyens à aller au-delà du geste individuel pour porter des projets d'envergure qui impliquent inévitablement le recours à **l'action collective**.

ACTION POLITIQUE

A l'échelon local, les élus politiques, mais aussi de nombreux autres acteurs, disposent de certaines marges de manœuvre pour favoriser le développement de systèmes agricoles et alimentaires plus durables. En se réunissant autour de revendications précises, des collectifs citoyens sont en mesure de peser sur leurs décisions.

Le collectif Recycling à Mons propose aux citoyens de s'emparer de friches pour en faire des espaces publics et des lieux d'expression artistique, ouverts à tous. Ils ont par exemple transformé un terrain vague en potager collectif ! www.recyclable.be/fr





SENSIBILISATION POLITIQUE

Bien des choix de société sont abusivement influencés par l'avis des experts, ou des intérêts privés. Or, s'il est nécessaire d'en tenir compte pour mener correctement un débat démocratique, c'est bien aux citoyens et aux élus qu'il revient de faire les arbitrages qui s'imposent à notre société. Autour de nombreuses thématiques, des collectifs citoyens peuvent être en mesure de faire valoir publiquement des positionnements politiques alternatifs forts qui permettent d'enrichir le débat et de renforcer les choix politiques de nos élus.



Désobéir à la loi pour sauver les semences !

L'association Kokopelli propose régulièrement aux citoyens d'échanger des semences rares, interdites par l'Union européenne. Cette forme de résistance permet de sauver des semences précieuses !



Les « déchetariens » ou « freegans » récupèrent les aliments jetés par les restaurants et les supermarchés pour lutter contre le gaspillage et la surconsommation.

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES

Nos circuits alimentaires sont à réinventer. Du champ à l'assiette et de l'assiette à nos poubelles qui regorgent de biens alimentaires non consommés, les citoyens ont la capacité et les moyens de créer de nouvelles alternatives économiques crédibles et durables pour les producteurs et les consommateurs.



POUR EN SAVOIR PLUS ET AGIR AVEC OXFAM

<http://oxf.am/3F6>

www.cultivons.be/fr



REPRENONS LE CONTRÔLE DE NOTRE ALIMENTATION !

Dans cette brochure, on vous dit tout :
pourquoi l'agriculture ne peut se réduire
à la recherche de la rentabilité économique
à court terme ;

pourquoi il est urgent de redonner sa place
aux formes d'agricultures paysannes ;

pourquoi nous sommes tous concernés
et pourquoi le principe de la Souveraineté
Alimentaire est essentiel pour susciter un
débat démocratique sur ces enjeux. Enfin,
pourquoi il est indispensable de dépasser
les intérêts particuliers de quelques
acteurs pour défendre ceux de la planète
et de la grande majorité des personnes
concernées : **les paysans, les citoyens et
les consommateurs.**



OXFAM

Magasins du monde